

Dépenses publiques, croissance économique et productivité des facteurs en Algérie, en période transition

Mokhtari Fayçal & Tchikou Faouzi
Centre Universitaire de Mascara

Résumé :

Ce papier a pour but d'analyser la politique économique de l'Algérie en période de transition, en se basant sur le calcul de la croissance économique, et la productivité totale des Facteurs [TFP]. Pour ensuite déterminer d'une part, les sources de la croissance économique en Algérie et d'autre part, nous cherchons à prolonger le modèle classique de croissance [Solow 1956], qui se base sur les facteurs exogènes (Capital, Travail et progrès technique), vers un modèle qui intègre des variables explicatives endogènes (cas des dépenses publiques pour l'économie Algérienne).

En effet, les facteurs endogènes tels que, l'accumulation des connaissances [Romer], les infrastructures publiques [Barro], le capital Humain [Lucas], et les dépenses de recherches, sont des variables endogènes explicatifs de processus de croissance. Les relations de causalité entre ces variables et la croissance économique sont démontrées par de nombreuses études théoriques et empiriques.

Dans le cas de l'économie Algérienne, et vu les contraintes de disponibilités et fiabilités des données macroéconomiques, nous limiterons notre analyse, au seul facteur de dépenses publiques comme variable endogène. Nous tenterons dans un premier temps, de présenter la relations entre les dépenses publiques et la croissance économique, réalisé en Algérie durant la période 1990-2000. dans un second temps, nous analysons les résultats, en se basant sur l'hypothèse, que le volume des dépenses publiques aurai pu généré une croissance économique plus forte, que celle enregistrée réellement par l'économie Algérienne durant la période 1990-2000.

Mots clés :

Croissance économique, dépenses publiques, productivité totale des facteurs, croissance endogène.

Introduction

Dès la fin des années 90, les dépenses publiques se sont accrues en Algérie. Cette augmentation est due essentiellement au changement démographique et à la structure des dépenses qui s'est modifiée pour mieux prendre en charge les dépenses de l'éducation et de santé. Un autre facteur est responsable de l'augmentation des dépenses publiques pendant la période 92-99 celui de la lutte contre le terrorisme. Le gouvernement a dû présenter en urgence un programme de lutte contre le terrorisme accès sur l'augmentation des dépenses publiques et il a dû également s'impliquer fortement dans la restructuration des entreprises publiques.

Une des caractéristiques de la dépense gouvernementale en Algérie est la domination des dépenses de l'éducation 12,1% de l'ensemble des dépenses publiques. En effet, la part des dépenses publiques destinée à l'éducation est passée de 12,1 % en 1997 à 14,6 % en 1998, pour se stabiliser entre 13,4 % et 14,5 % respectivement en 2000 et 2001. Dans leur globalité, les dépenses publiques sont passées de 31,2 % du PIB en 1997 à 34,8% du PIB en 2002. La structure de ces dépenses a connue des variations significatives, due essentiellement au programme de la relance économique PSRE [2000-2003].

L'analyse des dépenses publiques montre qu'elles ont connue une augmentation en terme de volume d'une part, et d'autre part la modification considérable de la structure des dépenses durant les cinq dernières années.

1. La croissance économique en Algérie

L'économie Algérienne a enregistré des taux de croissance en 2002 et 2003 respectivement 4,1% et 5,8%¹, les prévisions pour 2004 sont de l'ordre de 5 à 6%. Ces taux restent toutefois faibles. Dans le même cadre d'analyse, le taux de croissance économique moyen annuel durant la période 1985-1994 est de 0,5 et celui de la période 1993-2003 est de 2,9%².

Le taux de croissance enregistré bien qu'il soit positif, reste inférieur à celui que l'économie Algérienne devrait réaliser. Par conséquent, il n'est pas le résultat d'une dynamique propre aux différents secteurs d'activité, mais d'une augmentation des dépenses publiques liées

¹ Source: FMI, STATISTICAL APPENDIX, WORLD ECONOMIC OUTLOOK, 1992-2000 TABLE 6, P180.

² Source : Estimation des auteurs.

essentiellement à la mise en place du Plan de soutien à la relance économique (PSRE) et l'augmentation des prix des hydrocarbures depuis la fin de l'année 1999.

Deux tendances se dégagent de cette présentation; une liée à l'accroissement des dépenses publiques durant la période 1999, et l'autre reste le faible taux de croissance économique réalisé durant la même période (ce qui ne permet pas de créer une dynamique économique). Dans le même cadre d'analyse, la croissance économique est considérée comme extensive lorsqu'elle résulte d'un accroissement proportionnel de Travail [L] et du stock de capital [K]. Elle est intensive lorsqu'elle résulte d'une augmentation de la productivité des facteurs. Or, le constat pour l'économie Algérienne est que le taux de croissance est plutôt le résultat d'un accroissement du volume du travail L et du stock de capital K, et non de la productivité des Totale Facteurs.

2. Taux de croissance et productivité totale des facteurs TFP.

La croissance économique détermine l'enrichissement continu d'une nation, le niveau de vie des individus s'est amélioré dans les économies qui ont réalisé des taux de croissance assez élevés. Le revenu par habitant s'est multiplié par 4, voir par 6, dans certaines économies [pays du Sud-est asiatiques], mais ce constat n'est pas le même pour l'ensemble des pays.

Certaines économies, bien qu'elles ont réalisés des taux de croissance significatifs en terme réel [entre 5% et 8% en moyenne], sur de longues périodes, mais elles non pas connues une augmentation de leurs revenu par habitant, cela s'explique dans certaines cas, par la neutralité¹ du taux de croissance. Dans ces économies la productivité des facteurs est très faible, les facteurs de croissance, [Solow 1956] augmentent en terme de volume, et non en terme de productivité², ceci peut expliquer partiellement un taux de croissance économique positif mais faible³. Durant les deux décennies, l'économie Algérienne n'a pu enregistré des taux de croissance élevés, en même temps la croissance de la productivité des facteurs était négative durant les trois décennies, et cela malgré un taux d'investissement élevé.

¹ La neutralité du taux de croissance économique est liée essentiellement à la productivité Globale des facteurs PGF

² La productivité globale des facteurs (PGF) est la part de la croissance du PIB qui n'est pas expliquée par l'augmentation de la quantité de travail ou par celle du stock de capital. Dans un modèle à deux facteurs (capital et travail), la PGF peut être considérée comme une approximation du progrès technique.

³ Mohamed Abdelbasset Chemingui (2003), What Macroeconomics Factors Explain Algeria's Poor Economic Growth Performance.

Le taux de croissance de la productivité est négative (voir tableau 1) sur une longue période (Mohamed Abdelbasset Chemingui, 2003) ce qui reste un phénomène inexpliqué pour l'économie Algérienne, vu l'accroissement du capital humain de 8,5% durant la période 1985-1990 et de 8,7% durant la période 1995-2000.

Tableau 1: Productivité des facteurs de l'économie Algérienne en %

	TFP (low case)	TFP (high case)	GDP	Physical capital	Labor	Humain capital (low case)	Humain capital (high case)
1965-70	3.9	5.2	6.4	2.2	0.3	5.0	0.0
1970-75	- 1.3	- 0.2	5.2	7.1	3.3	9.1	4.1
1975-80	- 4.6	- 3.2	6.2	10.3	6.8	14.8	9.8
1980-85	- 2.3	- 0.9	5.2	5.3	3.5	9.0	6.3
1985-90	- 4.2	- 2.6	0.1	3.0	1.4	8.5	3.5
1990-95	- 4.3	- 2.1	0.3	1.0	3.5	9.0	4.0
1995-2000	- 1.8	0.3	3.1	1.3	4.7	8.7	3.7
1965-2000	- 2.1	- 0.5	3.8	4.5	3.4	9.5	4.5

Le taux négatif de productivité des facteurs est enregistré au milieu des années 70, pour devenir positif durant la période 1995-2000, ce qui correspond avec la mise en place du programme de réforme économique sous l'impulsion du FMI et de la Banque mondiale.

3.Croissance économique et dépenses publiques

Le rapport entre la croissance économique et les dépenses publiques est un sujet important d'analyse et de discussion. La question centrale est de savoir si les dépenses publiques ont un effet positif et/ou négatif sur le taux de croissance de l'économie. L'infrastructure physique ou le capital humain peut augmenter la croissance économique bien que le financement de telles dépenses peut retarder la croissance (par exemple, en raison de l'effet de découragement lié à l'imposition).

Barro (1990) considère que les dépenses d'investissement [dépenses productives] devraient contribuer directement à la croissance, par contre les dépenses de consommation peuvent retarder la croissance économique. Cependant, dans les études empiriques, il est difficile de

déterminer dans quelle catégorie les dépenses publiques peuvent être classées comme dépenses d'investissement ou dépenses de consommation. De nombreuses études ont été entreprises pour confirmer l'existence d'un rapport positive ou négative entre la croissance et les dépenses publiques. Les résultats diffèrent par pays et par région et selon la méthode analytique utilisée.

Pour les pays d'OCDE, Folster et Henrekson (1999) considèrent que le rapport est négatif. Par contre Agell *et al* (1999) répondent qu'il n'est pas significatif. En outre, il y a un non accord concernant la direction de la causalité entre les dépenses publiques et la croissance économique, ce qui implique un problème potentiel d'*endogénéité* dans l'analyse de régression du modèle de Folster et Henrekson, (1999). D'autre part, le rapport entre les dépenses publiques et la croissance est particulièrement important pour les pays en voie de développement, lesquels ont augmenté les niveaux des dépenses publiques de façon continue (voir Lindauer et le Valenchik, 1992).

La théorie économique a montré que les dépenses publiques peuvent être bénéfique ou nuisible pour la croissance économique. Cependant, les études empiriques donnent des résultats contradictoires sur le rapport de causalité entre le taux de croissance et l'augmentation des dépenses publiques.

Les modèles endogènes de croissance distinguent entre les dépenses *productives* et *non productives*. Les dépenses sont considérées comme productives si elles sont classées par catégorie et si elles sont incluses dans la production privée, et sont non productives si elles ne sont pas incluses (Barro et Sala-I-Martin, 1992). Cette catégorisation implique que les dépenses productives ont un effet direct sur le taux de la croissance économique mais les dépenses improductives ont un effet indirect ou sans effet. L'évidence empirique sur le rapport entre les dépenses publiques et la croissance est basée sur des études en cross section. La conclusion principale dans la plupart de ces études est que les dépenses de consommation ont un effet négatif sur la croissance économique (Grier et Tullock, 1989 ; Barro, 1991; Esterly and Rebelo, 1993 ; Tanninen, 1999). Les études utilisant des échantillons simples (pays OCDE) obtiennent des résultats semblables. Hansson et Henrekson (1994) affirment que les dépenses de consommation ont un effet retardataire sur la croissance, [growth-retarding], par contre les dépenses de l'éducation affectent positivement la croissance. Kneller *et al* (1998) trouvent que les dépenses productives ont un impact négatif sur la croissance des pays d'OCDE (1970-95). Ram (1986), en utilisant un échantillon de 115 pays, trouve un effet

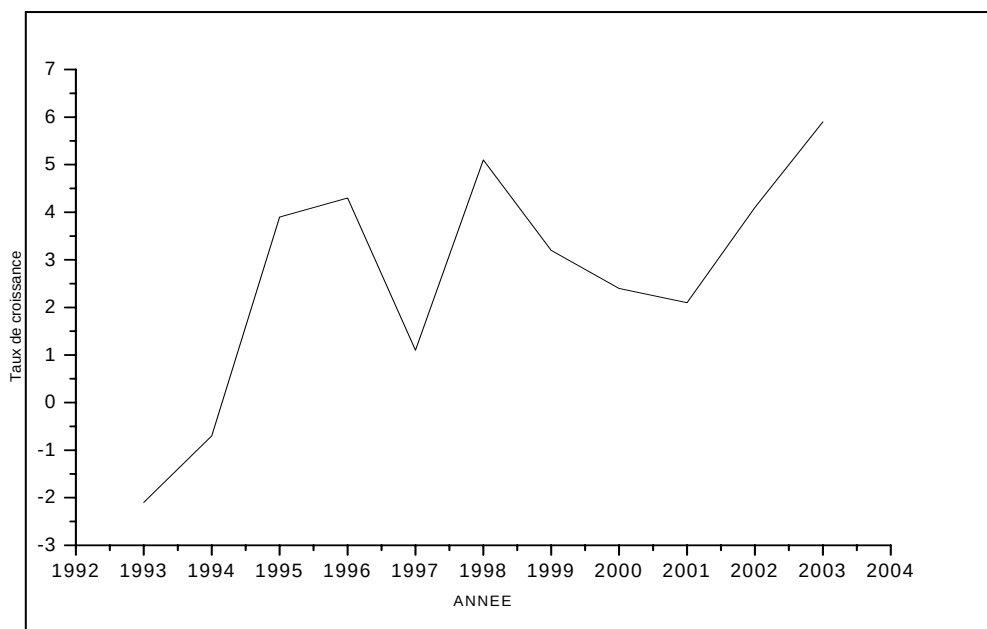
positif en particulier dans l'échantillon des pays en voie de développement, mais l'ensemble des dépenses publiques à un effet négatif sur la croissance. Lin (1994) a utilisé un échantillon de 62 pays (1960-85) et a constaté que les dépenses non productive n'ont aucun effet sur la croissance dans les pays avancés, mais elles ont un effet positif dans les pays en voie de développement.

D'autres études ont étudiés l'impact de certaines catégories particulières des dépenses publiques. Par exemple, Devarajan *et al* (1993), en utilisant un échantillon de 14 pays d'OCDE, ont constatés que les dépenses de santé, de transport et de communication ont des impacts positifs. Les dépenses d'éducation et ceux liés à la défense n'ont pas un impact positif. Mais dans la majorité des études, les dépenses publiques semblent avoir un effet négatif sur la croissance économique. (Romer, 1990 ; Alexandre, 1990 ; Folster et Henrekson, 1999).

4. Évolution des dépenses publiques et taux de croissance économique

A travers cette analyse nous essayons de démontrer que l'évolution des dépenses publiques dans leurs globalités ont eu un effet retardataire de la croissance économique, mais si on procède à une catégorisation des dépenses, les résultats sont contradictoires¹.

Figure 1 : Évolution du taux de croissance 1993-2003



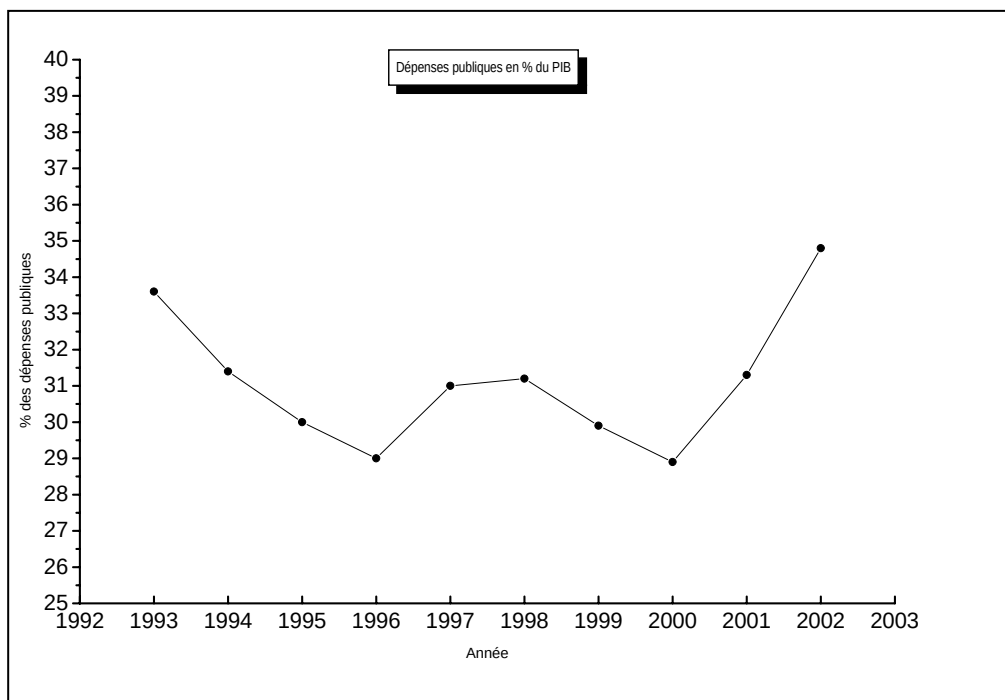
Source : Ministère des Finances

¹ Une version révisée de cet article est prévue pour Mars 2005 en utilisant le modèle de Barro (1990).

Le taux de croissance économique a évolué en deux étapes, la première de 1993 à 1995 où l'économie Algérienne a enregistré un taux négatif puis positif. La deuxième de 1999- 2003 (mise en place du PSRE avec l'augmentation des dépenses publiques) le taux était positif mais reste toute fois faible.

Pour les dépenses publiques la même tendance se dégage, toutefois, le taux de croissance des dépenses publiques est plus fort surtout durant la période 1990-2002, cela correspond avec la mise en place du PSRE qui a mobilisé d'importante flux de capitaux évalué à presque 541 Milliard de DA pour les trois années prévue pour le programme.

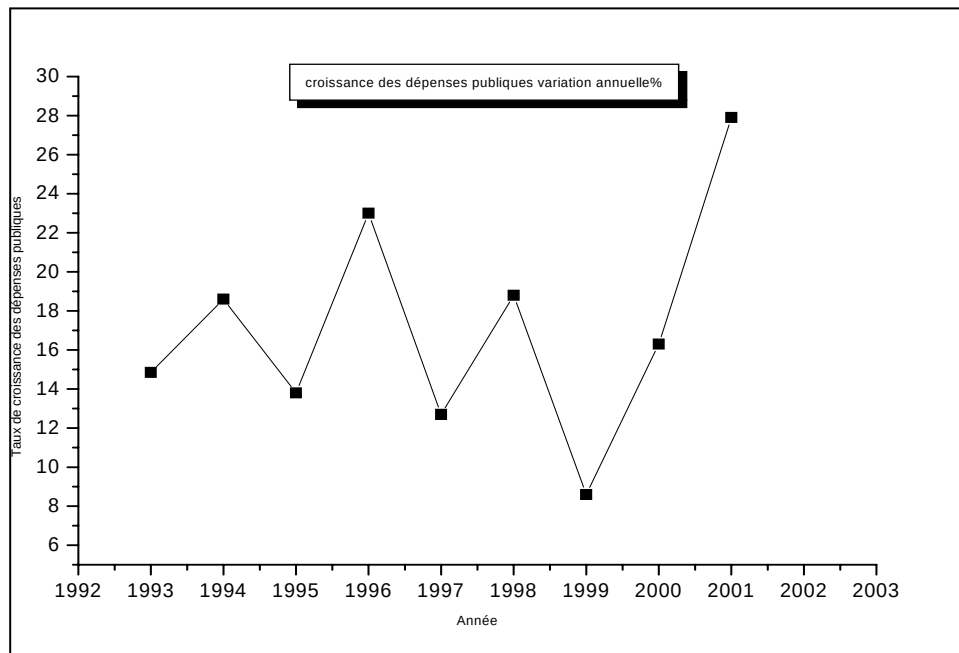
Figure 2 : Évolution des dépenses publiques en % du PIB 1993-2002



Source : FMI, "Algeria, statistical Appendix", 1997-2001.

La part des dépenses publiques en % du PIB a augmenté durant la période d'analyse 2000-2003, ce qui conforte l'hypothèse selon laquelle la relance économique telle qu'elle a été conçue, se base sur la relance de la demande globale à travers l'augmentation des dépenses publiques.

Figure 3 : Taux de croissance des dépenses publiques en %



Le taux de croissance des dépenses publiques a connu une augmentation significative entre 1999 et 2003 cette augmentation est due essentiellement, à la mise en place du PSRE. Le taux de croissance économique dans la même période est positif mais reste faible malgré le grand effort consenti en matière d'investissement public.

D'autre part, la décomposition des dépenses publiques par catégorie montre que le rapport entre les dépenses publiques de l'éducation, et dépenses d'infrastructures économiques, est positif. Mais ce rapport reste négatif, entre les dépenses d'infrastructures sociales, et les dépenses destinées au développement Urbain, et le taux de croissance économique.

Conclusion

La relation entre les dépenses publiques et la croissance économique reste un sujet de débat économique. Les études empiriques montrent qu'il n'y a pas une seule tendance qui se dégage entre les dépenses publiques et la croissance économique. D'après ces études, le rapport est positif pour certaines économies des pays en voie en développement. Par contre, il est négatif dans les pays de l'OCDE.

L'analyse que nous avons menée sur le cas Algérien démontre que ce rapport est positif entre les dépenses publiques et le taux de croissance économique. Néanmoins, l'incidence est très faible. Aussi, la décomposition des dépenses par catégories montre que les résultats sont

contradictaires. Les dépenses d'éducation et les dépenses d'infrastructures économiques ont un rapport positif, par contre, les dépenses d'infrastructures sociales et les dépenses destinées au développement Urbain, ont un rapport négatif.

Références

1. FMI, "Statistical Appendix", 1997-2001.
2. FMI, "Statistical Appendix", 1996-2000.
3. FMI, "Statistical Appendix", 1993-1997.
4. FMI, "Statistical Appendix", 1998-2002.
5. FMI, "The Sources and Institutional Underpinnings of Sustained Growth in Algeria", Statistical Appendix", 1997-2001.
6. FMI, "Public Finance, Algeria report", Statistical Appendix", 1996-2000.
7. Ministère des Finances, Données de l'économie Algérienne, www.ministerefinances.dz.
8. Ismael Sanz and Francisco J. Velázquez, "The Composition of public expenditure and growth: different models of government expenditure distribution by function", European Economy Group-UCM and FUNCAS, N° 0115, August, 2001.
9. Khalifa H. Ghali, "Government Spending and Economic Growth in Saudi Arabia", Journal of Economic Development, Volume 22, Number 2, December 1997.
10. Josaphat P. Kweka and Olivier Morrissey, " Government Spending and Economic Growth in Tanzania, 1965-1996", CREDIT Research Paper, N° 00/6.
11. Liutang Gong and Heng-fu Zou, " Effect of Growth and Volatility in Public Expenditures on Economic Growth: Theory and Evidence", Annals of Economic and Finance 3, 2002.
12. Michael Bleaney, Norman Gemmel and Richard Kneller, " Testing the Endogenous Growth Model: Public Expenditure, Taxation and Growth over the Long-Run", School of Economics, University of Nottingham, National Institute of economic and Social Research, 2003.
13. Suleiman Abu-Bader and Aamer S. Abu-Qarn, " Government Expenditures, Military Spending and Economic Growth: Causality Evidence from Egypt, Israel and Syria", 2001.